

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Contribution de D&S pour le congrès du Parti Socialiste

III - Oui, c'est possible

- Politique - Au Parti Socialiste -

Date de mise en ligne : mercredi 28 mai 2008

Démocratie & Socialisme

Voici la contribution générale qui sera présentée par Démocratie & Socialisme à l'ouverture, début juillet, du débat préparatoire au congrès du Parti socialiste de novembre.

Nous appelons tou-te-s les adhérent-e-s socialistes à discuter de cette contribution et à la signer - [ici](#).

▶ [D'abord redistribuer les richesses](#)

▶ [I - Le social au coeur](#)

▶ [II - Des institutions démocratiques](#)

▶ [III - Oui, c'est possible](#)

▶ [Signature en ligne de la contribution](#)

▶ [Voir les signataires](#)

3 Oui, c'est possible

Le programme que nous présentons n'est pas une utopie, il répond aux aspirations majoritaires, il prend en compte les forces disponibles.

Jamais depuis plus de 60 ans, nous n'avons eu un gouvernement aussi réactionnaire, intégriste néo-libéral, conservateur, acharné à casser tout ce qui reste du modèle social mis en place suite au programme du Conseil national de la résistance, à la Libération.

Jamais la France n'a été aussi riche et les richesses aussi mal redistribuées.

Mais jamais sans doute, le salariat n'a été aussi puissant numériquement, économiquement, et désireux d'aspirer à un changement social radical.

Et notre peuple aspire à une vraie gauche.

3.1 Jamais la France n'a été aussi riche et les richesses aussi mal partagées

Nous ne sommes pas en faillite, c'est un mensonge délibéré de MM. Fillon et Sarkozy, du Medef, pour nous faire croire que rien n'est possible.

Nous sommes la cinquième puissance industrielle du monde. Nous sommes le deuxième pays au monde importateur de capitaux (avec 573 milliards l'an passé) : si nous attirons autant les capitaux, c'est que nous avons encore des services publics sûrs et performants dont ont besoin les grandes entreprises, c'est aussi parce que les salariés de notre pays ont l'un des plus forts taux de productivité horaire du monde. Selon le Bureau of Labor Statistics (BLS), organisme américain peu suspect de sympathie syndicale, ni de francophilie, les salariés de France sont en effet les plus productifs au monde après ceux des Etats-Unis : « Un Français qui occupe un emploi a produit 71 900 dollars de richesse en moyenne au cours de l'année 2005. C'est certes moins que les 81 000 dollars produits par l'employé états-unien moyen mais significativement plus que les 64 100 dollars d'un Anglais, les 59 100 dollars

III - Oui, c'est possible

d'un Allemand ou encore les 56 300 dollars d'un Japonais » (BLS).

Jamais les profits n'ont été aussi importants, les « cagnottes privées » débordent ! Il y a largement de quoi faire pour éradiquer la misère, le chômage, les inégalités criantes.

Les entreprises du CAC 40 ont gagné près de 105 milliards d'euros de bénéfices en 2007, 100 milliards en 2006, 86 en 2005, 66 en 2004 et 57 en 2003 : en cinq ans, elles ont multiplié par deux leurs profits. Les 500 premières familles de ce pays ont gagné 80 milliards d'euros de plus l'an passé que l'année précédente soit 8 fois le « trou » présumé de la Sécurité sociale. En 2006, selon le magazine Challenges (7/07/2007), « jamais les 500 principaux détenteurs de capital "familial" de notre pays n'ont vu leur fortune progresser aussi vite. En un an, leur poids dans l'économie est passé de 200 à 280 milliards d'euros. Ces 500 fortunes représentent désormais 15 % du PIB, contre 6 % il y a une décennie. Sur cette période, le patrimoine professionnel des 500 a triplé et a progressé six fois plus vite que la richesse nationale ».

Les salaires de la très grande majorité des salariés stagnent dans le privé comme dans le secteur public alors que les prix (composés de salaires mais aussi de profits) dérapent entraînant une baisse de plus en plus insupportable du pouvoir d'achat. Les revenus du patronat ont augmenté de 40 % en 2007, « retraites chapeaux », « stock-options », et « parachutes dorés » se multipliant éhontément. 65 milliards d'euros ont été accordées sous forme d'exonérations de cotisations sociales aux chefs d'entreprises par l'Etat dans la seule année 2006.

Et c'est à tout cela qu'il faut ajouter le tristement célèbre « paquet fiscal » de 15 milliards accordé aux grandes fortunes par Nicolas Sarkozy, dès son élection, en été 2007.

La concentration des richesses aboutit à ce que 10 % de la population possède près de 50 % du patrimoine tandis qu'à l'autre bout, 10 % ne possède que moins de 1 %, le reste, soit 49 %, étant partagé entre 89 % de la population. Le « reste », c'est le salariat qui se le partage, soit 91 % de la population active qui produit les richesses et n'en reçoit donc pas la part qui lui revient.

Mme Parisot prétend que même en reprenant aux riches une part de ce qu'ils ont accumulé, on ne pourrait pas faire face aux besoins sociaux immenses qui sont ceux de notre pays : c'est archi-faux, il y a plusieurs dizaines de milliards d'euros disponibles, récupérables et transférables en toute équité pour répondre aux besoins vitaux de nos concitoyens. En 2007, les profits ont confisqué, comme chaque année depuis près de 10 ans, plus de 8 points de la richesse nationale, soit plus de 130 milliards d'euros par an. Quant à l'éternel chantage à la « fuite des capitaux », il dépend de la volonté ou non de la puissance publique d'y céder ou d'y résister.

C'est la propagande libérale qui prétend aussi que nos enfants auraient en naissant « une dette de près de 19 000 euros sur leur tête » : car tous les enfants sont loin d'être logés à la même enseigne, les enfants des riches possèdent les titres de la Dette et les enfants des pauvres sont ceux auxquels ils demandent de la rembourser.

La droite a organisé le transfert des caisses publiques vers les caisses privées : après avoir baissé les impôts des riches, elle a creusé les déficits, et elle prétend donner la priorité à leur remboursement à taux élevé au détriment des besoins sociaux de la majorité de la population qu'elle soumet, sous ce prétexte, à une « rigueur » de plus en plus révoltante.

Qu'on ne prétende pas que nos salaires sont trop élevés, même dans le classement établi par l'Insee, la France se situe en 9ème position, derrière le Danemark, le Royaume-Uni, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Belgique, la Suède et la Finlande. Il existe 7 millions de travailleurs pauvres, 15 % de précaires, et un taux de chômage d'autant plus scandaleusement élevé qu'il devrait mécaniquement et drastiquement baisser pour des

raisons démographiques.

Qu'on ne prétende pas qu'on ne travaille pas assez : même si les 35 h sont encore la durée légale actuelle pour 100 % des salariés, les durées effectives du travail leur sont largement supérieures.

Selon l'Office statistique des communautés européennes (Eurostat), un salarié français travaille officiellement et en moyenne 36,4 heures par semaine au troisième trimestre 2006, contre 36,1 heures dans l'Union européenne (à quinze). Les Français travaillent plus que les Danois (34,6 heures), que les Allemands (34,5 heures) plus que les Anglais (31,9 heures) et que les Néerlandais (29,8 heures). Ils travaillent plus que les Etats-Uniens (33,7 h). En France, La durée maxima est restée fixée à 48 h et les durées effectives, pour des millions de salariés, sont plus proches de 40, 45 voire 50 heures que de 35 heures. Nos 35 h « légales » sont contournées de fait, par une fraude massive d'heures supplémentaires dissimulées et non majorées.

En vérité, il faudrait travailler moins pour travailler tous, produire davantage de richesses qui, si elles étaient mieux réparties, stimuleraient davantage notre croissance et notre développement durable.

Mais au lieu de cela, la droite néolibérale prône la « baisse du coût du travail », l'absurde « travailler plus », la mobilité, l'employabilité, la séparabilité, la flexibilité, toutes formules de propagande qui reviennent à faire davantage travailler des salariés en les payant moins (45 h payées 35) et à la place d'autres qu'on n'embauche pas.

Les employeurs n'ont que le mot flexibilité à la bouche, mais ils sont d'une rigidité extraordinaire lorsqu'il s'agit de donner sa vraie « valeur » (le salaire) au travail, à la minute, à la seconde près. Pas un seul salarié de ce pays n'a « la liberté » de fixer ses horaires, seul l'employeur peut le faire et toutes les mesures prises par Nicolas Sarkozy ou François Fillon visent à faire « travailler plus pour gagner moins » en maintenant un volant de précarité et de chômage délibéré.

Le drame de notre pays est ce développement d'une cruelle et ravageuse inégalité qui sape les fondements de notre République. Nos emplois, nos écoles, nos hôpitaux, nos équipements et services publics, nos quartiers, nos logements, notre culture, nos loisirs, nos droits fondamentaux, démocratiques, laïques et républicains, sont mis profondément à mal par la politique néo-libérale. Mais on peut lutter contre : c'est la politique qui dirige l'économie et non pas l'économie qui dirige la politique.

3.2 Jamais le salariat n'a été autant attaqué mais n'a été aussi fort

Le salariat, qui se développe numériquement de façon considérable, pose ses revendications face aux conditions que lui impose le capitalisme.

Certes, le patronat et la droite tentent de supprimer les statuts du travail et veulent recréer des « travailleurs indépendants », des « loueurs de bras », isolés, avec des contrats de gré à gré de type commercial à la place du contrat de travail collectif et du code du travail existant. Ils font tout pour développer précarité, flexibilité, mobilité : leur propagande fait d'ailleurs croire qu'ils y ont réussi mais ils se heurtent à de fortes résistances.

Certes, on en est à un total de 3 030 000 emplois précaires soit 14 % du salariat. Les femmes sont venues sur le marché du travail dans les années 70 et 80 à temps plein mais des mesures politiques injustes les ont contraint au début des années 90 au temps partiel subi : cela frappe à 85 % les femmes et à 80 % des non qualifié-e-s. Les

III - Oui, c'est possible

femmes à égale qualification gagnent en moyenne 27 % de moins que les hommes. Le « déclassement » des diplômés s'accroît, qui sont poussés vers des emplois de moins en moins qualifiés, paradoxalement subventionnés par des exonérations de cotisations sociales. S'accroît le « déclassement » des diplômés, qui sont poussés vers des emplois de moins en moins qualifiés paradoxalement subventionnés par des exonérations de cotisations sociales. Le « halo du chômage » organisé, toutes catégories confondues, ne se limite pas aux 2,2 millions de demandeurs d'emploi que recouvre le chiffre « officiel » mais en concerne 4 millions de facto ; non 8,8 % de la population active, mais 16,2 %.

Tout cela pèse de façon négative sur l'ensemble du corps social. Les licenciements abusifs et boursiers, la précarité, le chômage, dans une société qui ne peut masquer ses immenses richesses, créent désespoir et violence : nos banlieues, nos quartiers, nos écoles, nos hôpitaux, le paient au prix fort. Les soulèvements de novembre 2005 et d'autres comme celui de Villiers-le-Bel ont une cause sociale déterminante et ne sont pas réductibles à la délinquance.

Les néolibéraux intensifient encore le travail, augmentent les heures supplémentaires, la durée du travail sur la semaine, l'année et la vie, ce qui creuse le trou du chômage. Ils bloquent les salaires et attaquent tous les droits du travail : droit de grève, droit syndical, institutions représentatives du personnel, prud'hommes, inspection du travail. Ils s'attaquent au statut de la fonction publique comme ils ont « recodifié » le code du travail en le passant à l'acide des exigences du Medef. Tout est là. MM Sarkozy Fillon et Mme Parisot organisent un partage brutal et inégal du travail et des richesses en essayant de diviser le salariat au maximum : ils poussent à un « sur-travail » brutal et massif qui conduit à un « sous-travail » subi et étendu et à des « sans-travail » en masse.

Pourtant, jamais le salariat n'a été aussi puissant numériquement, économiquement, socialement. En France, il représente aujourd'hui 91 à 93 % la population active. Les jeunes sont des salariés en formation. Les chômeurs sont des salariés temporairement privés d'emplois. Les retraités vivent au jour le jour du fruit direct de l'activité salariée. Dans les soixante dernières années, le salariat dépendant d'un contrat de travail s'est considérablement renforcé. Les travailleurs et travailleuses indépendant-e-s, agriculteurs, agricultrices, artisan-e-s, commerçant-e-s, ne constituent plus que 7 % des actifs.

Le salariat s'est homogénéisé entre « cols blancs » et « cols bleus » qui se sont rapprochés au point d'être confondus. Il y a 7 millions d'employés et 6 millions d'ouvriers en 2005. La réalité n'a donc rien à voir avec un soi-disant déclin du « prolétariat » qui aurait laissé place à une population de « bobos » (bourgeois-bohèmes ou cadres supérieurs sans classe). Les cadres supérieurs sont une infime minorité, 0,2 % des cadres. Selon l'Insee, ouvriers et employés dépassent les 13 millions, soit la majorité écrasante de la population active occupée. Mais en fait, les 6 millions de « professions intermédiaires » et les 3,5 millions de « cadres » ordinaires leur sont désormais assimilables. Les salaires se sont compactés : la moyenne des salaires des cadres n'est plus que 2,3 fois plus élevée que celle des employés et des ouvriers (au lieu de 6 fois en 1970). 40 % des cadres sont maintenant en dessous du plafond de la Sécurité sociale. La quasi-totalité des salaires est inférieure à 3 000 euros, le salaire net médian est à 1 315 euros par mois. Nous sommes dans le bas de l'UE 15 et dans la moyenne de l'UE 27 : net annuel médian pour un temps complet = 16 344 euros en France en 2005 ; net annuel moyen pour un temps complet = 23 000 Euros ; brut annuel moyen pour un temps complet = 28 842 Euros en France, = 31 188 Euros dans UE 15 et = 28 446 Euros dans l'UE 25. En vérité, il n'existe pas de « couche moyenne », il n'existe plus qu'un haut, un milieu et un bas du salariat, tous ces niveaux ont du mal à vendre leur force de travail.

En dépit du doublement de la précarité, en vingt ans, 85 % de l'ensemble des contrats sont encore à durée indéterminée et ce pourcentage monte à 95 % pour les 29-55 ans. Les emplois statutaires et CDI résistent et sont même passés de 16 804 000 à 19 172 000. La durée moyenne d'un CDI s'est allongée de 9 ans et 6 mois en 1982 à 11 ans et 6 mois aujourd'hui, soit de 20 % ! Cela démontre que l'économie a clairement besoin, non de précaires, mais de salariés formés, qualifiés, experts, polyvalents et stables contrairement à ce que prétend la propagande de la droite et du patronat qui veulent faire croire à la nécessité de la flexibilité, à l'inéluctabilité de la dégradation des

statuts protecteurs.

S'il existe indéniablement des différences considérables de degré dans la précarisation et la souffrance sociale, au sein même du salariat, les intérêts objectifs communs de celui-ci sont plus grands que jamais.

Entre ceux qui vivent des profits, actionnariat et rentiers, et ceux qui vivent de leur travail, salariat et indépendants, il n'y a pas de « centre ». Les intérêts sont antagonistes. Entre la mince mais toute puissante classe sociale dominante et la large majorité des salarié-e-s, les deux ne peuvent être à la fois « gagnants » dans la lutte pour partager les fruits du travail. « Donnant-donnant » n'est pas une formule réaliste : l'urgence est de redonner aux salariés, spoliés et exclus, et parmi eux, aux femmes, aux jeunes, aux immigrés, aux retraités, des droits et les immenses richesses usurpées et concentrées.

Le « socialisme réaliste et gagnant » que nous prônons doit partir de la vie concrète : d'un côté, le patronat cherche à imposer la précarité, la baisse du coût du travail et de la protection sociale, mais il se heurte, de l'autre, au salariat qui cherche à mieux vendre les fruits de son travail, à arracher une part plus importante des richesses au capital. Entre les deux, il faut prendre parti. Impossible d'éviter la question.

C'est la tâche de la gauche, des socialistes, en s'appuyant sur le salariat, en réalisant son unité, hommes et femmes, jeunes et immigré-e-s, temps pleins, partiels et précaires, en oeuvrant à lui donner conscience de ses intérêts et de sa force, de renverser la vapeur, de stopper la surexploitation, de permettre la redistribution du travail avec des salaires correspondant aux qualifications.

3.3 Jamais la gauche n'a été aussi demandeuse d'une vraie politique de gauche

Nicolas Sarkozy prétend « liquider Mai 68 ». Il faut être bien prétentieux pour vouloir liquider une si grande page d'histoire. Car la force propulsive de Mai 68 existe encore : elle avait reconstruit la gauche dans les années 70, et lui avait permis de battre la droite le 10 mai 1981. François Mitterrand avait souligné que sa victoire était celle de la « majorité sociologique ». Depuis, non seulement celle-ci s'est renforcée, mais elle a pris un caractère politique plus affirmé et plus exigeant. Il y a eu d'autres grands mouvements sociaux comme en 1986 qui ont mobilisé dans l'unité la jeunesse et les syndicats contre la loi Devaquet et contribué à faire battre Chirac en mai 1988. Rappelons les grandes mobilisations contre la volonté de Bayrou de modifier la loi Falloux, contre le CIP, et surtout la grande grève de novembre-décembre 1995, qui a eu pour effet différé une nouvelle victoire de la gauche en juin 1997.

Le gouvernement de Lionel Jospin de 1997 à 2002, était le plus à gauche d'Europe, et sans doute le plus avancé depuis le premier gouvernement de Pierre Mauroy en 1981-82.

Après le 21 avril 2002, la droite française a abandonné les oripeaux gaullistes et s'est convertie au néo-libéralisme anglo-saxon. Les six dernières années ont pris un caractère de rupture inédite avec les 60 précédentes : jamais les attaques anti-sociales n'ont atteint une telle portée.

Les richards ne se gênent plus pour oser dénoncer... l'assistantat ! Les « élites » dénoncent sans vergogne, du haut de Bercy, la prétendue « paresse » des salariés. Les employeurs tout puissants, qui licencient à tour de bras, trouvent que les salariés sont « trop protégés ». Les habitués des cliniques privées chics trouvent que le peuple gaspille les médicaments. Les riches parents ne veulent plus mêler leurs enfants à ceux des pauvres dans les mêmes écoles publiques. Ceux qui ont sept à dix ans d'espérance de vie supplémentaires jugent que la masse des

salariés doit travailler jusqu'à 65 ans et que mort s'ensuive. L'égoïsme s'emballe frénétiquement dans les hautes sphères.

On subit depuis six ans des attaques globales tous azimuts contre toutes nos conquêtes sociales, contre nos salaires et la retraite à 60 ans, contre la Sécurité sociale, contre les 35 h, contre tout notre droit du travail et du licenciement, contre l'existence et la notion même de service public, contre l'école et la santé publique, contre les fondements laïques de la république, contre la démocratie parlementaire, par un présidentielisme caricaturalement appuyé sur des médias aux ordres de la finance.

Mais il y a eu une extraordinaire mobilisation pour défendre les retraites en 2003 (cinq fois plus de jours de grèves qu'en novembre-décembre 1995 et 66 % de l'opinion, encore, à la fin, contre la loi Fillon). Il y a eu un vote massif à gauche les 28 mars et 13 juin 2004 (20 régions sur 22 à gauche, et 30 % des voix aux européennes pour le parti socialiste (qui défendit victorieusement une Europe des 35 h et un salaire minimum européen). Il y a eu, contre 90 % des médias, le rejet à la fois du Traité Constitutionnel Européen et de Chirac le 29 mai 2005. Et encore une lame de fond contre le CPE qui, le 4 avril 2006, avec plus de 3,5 millions de manifestants, mettait à genoux le gouvernement Villepin-Sarkozy. Cette montée sociale et politique, ces quatre dernières années consécutives à gauche, démontre dans quel sens va l'opinion majoritaire réelle des électeurs.

La logique politique eut voulu que la gauche gagnât en 2007 si elle avait mené campagne au diapason de ces attentes réelles. N'y avait-il pas meilleure « démocratie participative », de 2003 à 2006, que ces millions de manifestants et ces millions de voix, d'où émanait une volonté de transformation sociale spectaculaire et parfaitement lisible ?

La victoire inattendue, « à la hussarde », de Sarkozy le 6 mai 2007, est due aux faiblesses du programme de la gauche et à sa désunion plutôt qu'à une lame idéologique de fond inverse. D'ailleurs, à peine élu, Sarkozy met-il en route sa « rupture » vers une société du tout marché, que les résistances solidaires reviennent et lui infligent une défaite cuisante les 9 et 16 mars 2008 : plus de 2/3 des grandes villes à gauche, 61 % des départements et même 51 % des voix en chiffres absolus à gauche, avec une place prééminente pour le Parti socialiste. Les Français rejettent massivement « Bling-bling » son clinquant, ses insultes à nos droits élémentaires, ses attaques violentes, cyniques, agitées, mais ils veulent aussi une alternative claire et décidée en face, de notre côté. Une large majorité de la population répond dans les sondages que ce pouvoir sarkozyste « ne tiendra pas cinq ans » et réaffirme à l'occasion du 40ème anniversaire de la grande grève générale de Mai 68, qu'elle fut un grand moment social et qu'elle pourrait se reproduire. Mais il faut construire un débouché politique sur un programme social gagnant.

La gauche est et sera majoritaire si elle se prépare vite et sait être de gauche et unie.

Construire l'unité de la gauche

Le besoin d'une alternative conséquente, déterminée, offensive est ressenti comme urgent.

Il y a peu, certains prônaient une « troisième voie ». Toute l'histoire récente de l'Europe, en Italie, en Allemagne ou en Grande-Bretagne, nous l'enseigne : les chemins de la « troisième voie », sont ceux du renoncement d'abord, de la division ensuite, de la perte enfin. Pas d'avenir au prétendu « centre » : il fait le jeu du retour de la droite. Plus la droite rejoint l'intégrisme néo-libéral, plus elle se soumet sans réserve aux exigences du capitalisme financier, plus le fossé se creuse entre le peuple et Versailles, plus il se crée un grand vide en face et le besoin impérieux d'une alternative conséquente, déterminée, offensive de notre part.

Notre stratégie doit être inverse. C'est l'unité de la gauche que nous devons construire. Elle demande le débat public autour des propositions de ses différentes composantes, sans exclusive, pour aboutir à un compromis, entre toutes les forces de la gauche, sur un programme de législature qui, en priorité, doit répondre à l'urgence sociale et lui permettra de choisir, par des primaires à gauche, la candidature commune pour le porter.

C'est ainsi que la gauche, notamment le Parti Socialiste, sortira de la crise, des défaites successives aux élections présidentielles et que s'ouvrira la voie de la formation d'un grand parti démocratique de toute la gauche.

Toute la contribution :

- ▶ [D'abord redistribuer les richesses](#)
 - ▶ [I - Le social au coeur](#)
 - ▶ [II - Des institutions démocratiques](#)
 - ▶ [III - Oui, c'est possible](#)
-

- ▶ [Signature en ligne de la contribution](#)
- ▶ [Voir les signataires](#)